

"Le gouvernement wallon a mal travaillé en matière de logement et d'énergie"

Thierry Jacques préside le Mouvement ouvrier chrétien. Pour lui, la crise est celle du capitalisme financier. Il estime qu'il faut rendre la fiscalité plus juste. Il appuie à nouveau la constitution de majorités PS-CDH-Ecolo, jugées préférables au tandem PS-CDH qui avait vu le jour en Wallonie.

ENTRETIEN
VINCENT ROCOUR

Le Mouvement ouvrier chrétien a tenu, ces 16 et 17 avril, sa traditionnelle semaine sociale. L'occasion pour les militants du syndicat (OSC), de la mutuelle (Mutualité chrétienne) et des différents mouvements d'éducation permanente (Vie féminine, Equipes populaires et Jeunesse ouvrière chrétienne) qui composent le MOC de se retrouver dans une ambiance mi-festive mi-studieuse autour d'un thème de réflexion. Un thème qui s'est imposé presque de lui-même cette année: "Crises et sortie de crises". Entretien avec Thierry Jacques, président du MOC. Où l'on évoque le modèle de croissance économique, les finances publiques, la fiscalité, les élections du 7 juin, les futures coalitions.

A qui, à quoi attribuez-vous la crise? Et quelles sont les recettes du MOC pour en sortir?
On a le sentiment qu'on n'est pas dans une crise, mais dans une multiplicité de crises. Des crises qui se sont succédées ces dernières années parce qu'elles font partie intégrante du système capitaliste. Des crises qui se sont alimentées s'alimentent l'une l'autre jusqu'à former aujourd'hui une crise systé-

mique, globale, qui touche la planète entière.

Quelles en sont les causes?
C'est d'abord une crise du capitalisme financier. Une crise de nature sociale. Elle s'est nourrie des inégalités de plus en plus fortes qui existent à l'intérieur des pays riches et entre les pays riches et les pays pauvres. Ce n'est pas un hasard si la crise, que l'on attribue aux fameux subprimes, est partie des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Ces deux pays occidentaux sont aussi les pays dans lesquels les inégalités sociales ont été poussées le plus loin.

Le capitalisme financier a besoin de travailleurs mal payés, précarisés, insécures. Mais il a aussi besoin de gens qui consomment pour faire tourner la machine. Il est donc indispensable, dans un tel modèle, d'autoriser les gens à s'endetter. Sans cela, le capitalisme financier ne peut pas tourner. Après, il y a eu un effet domino. Toutes les banques ont joué dans ce jeu. Les produits financiers toxiques ont dès lors contaminé toute la planète.

Cette crise est donc sociale. Mais elle est aussi environnementale. Et ça, cela peut être salutaire. J'ai l'impression que depuis le déclenchement de la crise, on a pris plus nettement conscience que l'utilisation sans limite des ressources naturelles de la planète nous conduisait à une impasse.

Ne mélangez-vous pas tout? On ne peut quand même attribuer à l'effondrement des bourses le réchauffement climatique?
Non. Mais le développement durable est devenu une question centrale dans tous les débats portant sur la sortie de crise. Il n'est, par exemple, pas anodin, même si cela peut paraître un gadget, que lors du dernier accord interprofessionnel, les interlocuteurs sociaux ont décidé de mettre en place un système d'éco-chèques, sur le modèle des chèques-repas. Je ne suis pas sûr qu'il y a 2 ans ils seraient arrivés à un accord là-dessus.

A vous entendre, il faudrait presque se réjouir du fait que la crise frappe de plein fouet l'industrie automobile?
Il ne faut pas s'en réjouir pour les travailleurs qui en sont victimes aujourd'hui. Mais cela peut amener à des prises de conscience sur la nécessaire reconversion de notre système économique. Faut-il à tout prix une industrie automobile basée sur une augmentation infinie du nombre de voitures? On doit pouvoir se poser ce genre de questions.

Vous dites qu'il faut une "nécessaire reconversion du système économique". Ne pensez-vous pas qu'après la crise, le monde politique passera à autre chose et que les changements apportés auront été cosmétiques?

LES HOMMES POLITIQUES QUI RACONTENT QUE L'ON PEUT S'EN SORTIR SANS MOBILISER DES MOYENS PUBLICS SONT DES IRRESPONSABLES.

Il y a un grand danger qu'on se contente de relancer la machine économique comme avant. Ce serait une erreur. Car on s'expose à connaître rapidement une nouvelle crise, notamment sur le plan climatique. Attention: je ne dis pas qu'il ne fallait pas soutenir le secteur bancaire et qu'il ne faut pas soutenir la vie économique pour limiter les dégâts des restructurations. Mais cela ne doit pas nous dispenser de prendre dès maintenant des décisions qui sont des orientations d'avenir. Et sur ce plan-là, quand j'entends le monde politique, je suis assez inquiet.

A quoi pensez-vous?
On semble, par exemple, vouloir soutenir de façon non sélective l'achat d'habitations. C'est l'esprit des prêts à taux zéro en Wallonie. Je ne suis pas sûr que ce soit le bon choix. Ne faut-il pas plutôt investir massivement dans l'isolation des maisons? En cette matière, nous sommes au niveau du Portugal et de l'Italie alors que dans ces pays-là, il fait quand même plus chaud que chez nous. C'est la même chose avec les voitures propres. On encourage l'achat de ces voitures propres en Wallonie. C'est très bien. Mais

jusqu'au déclenchement de la crise, on vendait toujours plus de voitures. L'augmentation du parc automobile a largement annulé les économies de CO₂ obtenues grâce aux voitures propres. On n'a donc rien résolu, mais on a dépensé de l'argent public. Voilà ce à quoi il faut réfléchir.

Le MOC est-il partisan d'une grande banque publique?
Ce dont nous sommes convaincus, c'est qu'il faut modifier le fonctionnement du système bancaire. Mais la discussion n'est pas terminée chez nous. Plusieurs formules sont possibles. On peut recréer une banque d'Etat. On peut nationaliser les banques. Ou, pour quoi pas?, on peut imposer aux banques un fonctionnement de type coopératif. On modifierait alors radicalement le système en le ramenant à ce qui était la philosophie de certaines banques en Belgique dans le passé: récolter l'épargne populaire et l'investir dans le développement d'initiatives économiques porteuses d'emplois.

Dans tous les cas, c'est un changement radical...

Il faut. Car on est dans l'impasse. Nous nous rendons compte qu'il ne suffit pas de réguler un peu mieux. Juste avant le déclenchement de la crise, l'OCDE déclarait que le secteur financier belge est "sain, dynamique et stable". On disait que la crise resterait confinée aux Etats-Unis parce qu'aux Etats-Unis, tout est déréglé et qu'en Europe, il ne fallait rien craindre parce que les marchés sont régulés, trop régulés même pour certains dirigeants financiers. On voit ce qu'il en est advenu. Il faut sûrement davantage de régulation. Mais cela ne suffit pas. Le système actuel conduit à une impasse puisque son objectif est de rapporter un maximum de profits à court terme à un nombre limité de personnes. Il doit être changé.

Le gouvernement prend des mesures pour soutenir l'activité économique. Cela coûte. Cher. Le Premier ministre n'a pas fait mystère qu'un nouveau plan d'austérité sera nécessaire. Qu'est-ce que cela vous inspire comme réflexion?

Les hommes politiques qui racontent que l'on peut s'en sortir sans mobiliser des moyens publics sont des irresponsables. Parce qu'il ne sera pas possible de faire face à la crise sans engagement financier de l'Etat. Ceux qui disent cela rêvent en fait de sabrer dans les dépenses sociales et de service public. Nous n'en voulons pas, parce que ceux qui bénéficient de ces dépenses sont les premières victimes de la crise. Et nous n'accepterons que le monde du travail paye deux fois cette crise.

Où trouver ces moyens sans compromettre l'avenir?

La question est là: est-on capable de redévelopper une fiscalité réellement progressive? Franklin Roosevelt, dans son New Deal, avait mis en place une fiscalité prévoyant un taux d'impôt allant jusqu'à 90pc sur les tranches supérieures de revenus. Et cela a duré 30 ans. Aux Etats-Unis que l'on dit tellement à droite. Je ne dis pas qu'il faut aller jusque-là.

Mais chez nous, on a supprimé les tranches supérieures d'impôt. C'est un beau cadeau qui a été fait aux revenus plus élevés. On doit pouvoir envisager une fiscalité juste et équitable sur les revenus du capital. On doit aussi oser poser la question des revenus immobiliers. On n'a plus revu le cadastre immobilier depuis les années 70. Les gens qui ont eu la bonne idée d'acheter quelques appartements à Louvain-la-Neuve à l'époque sont aujourd'hui imposés sur un revenu largement inférieur aux revenus réels qu'ils tirent de la location.

Considérez-vous que l'impôt est moins juste depuis 1999 et la désignation de Didier Reynders (MR) au poste de ministre des Finances?

Clairement. D'abord parce qu'on a supprimé les tranches supérieures. Et puis parce qu'on a multiplié les déductions fiscales. Epargne-pension, titres-services, garde d'enfants jusqu'à 12 ans, etc. C'est fou le nombre de choses qu'on peut déduire fiscalement. C'est une façon de diminuer la progressivité de l'impôt puisque ces dispositions bénéficient surtout à ceux qui ont plus de revenus et donc davantage de possibilités de faire de la déduction fiscale.

On est à moins de deux mois des élections régionales. Plaidez-vous aussi pour un scrutin fédéral?

Ce n'est pas le moment. Le gouvernement fédéral doit mettre en place ce qu'il faut pour faire face à la crise. Et nous avons la faiblesse de croire qu'Herman Van Rompuy peut faire travailler correctement ce gouvernement. Il a le sens de l'Etat. C'est un homme qui convient dans la situation.

Le SPA plaide lui pour des élections fédérales le 7 juin. Il juge que ce gouvernement est paralysé...

On comprend bien pourquoi le SPA dit cela: il est dans l'opposition. Mais je ne



suis pas sûr que de nouvelles élections permettraient de dégager une majorité qui fonctionnerait mieux que celle qui est en place.

UNE TRIPARTITE POURRAIT AMENER UNE POLITIQUE PLUS PROGRESSISTE. C'EST CE QU'ON EN DÉDUIT LORSQU'ON COMPARE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT BRUXELLOIS ET CELLE DE SON HOMOLOGUE WALLON

Le MOC n'a jamais caché sa préférence pour des gouvernements de type "Olivier" regroupant PS-CDH et Ecolo. Vous les voyez fleurir en Wallonie et en Communauté française à la faveur du scrutin du 7 juin?
On l'espère en tout cas. D'autant que l'expérience nous amène à penser qu'une coalition à trois partis est plus équilibrée qu'une bipartite. Quand vous avez deux partenaires, comme en Wallonie, chacun se replie un peu sur ses compétences.

Concrètement, vous pensez à quoi, à qui?

Nous pensons par exemple qu'en Wallonie, le gouvernement PS-CDH a mal travaillé en matière de logement et d'énergie. Il n'y a pas eu une politique progressiste.

Qu'est-ce que le ministre Antoine (CDH), qui a ces dossiers en charge, aurait ou n'aurait pas dû faire?

La Flandre, que l'on dit pourtant tellement à droite, a instauré la tarification progressive du gaz et de l'électricité. Les premiers kilowattheures sont même gratuits. On aurait pu faire cela en Wallonie. Cela n'a pas été possible. Le MR qui s'y oppose n'est pourtant pas au gouvernement. Pire que cela. La libéralisation de l'énergie telle qu'elle a été gérée en Wallonie a provoqué des hausses de prix et des factures que les gens ne comprennent pas.

Si Ecolo avait été dans le gouvernement wallon, il y aurait eu une tarification progressive du gaz et de l'électricité?

Je ne sais pas. Je constate juste que quand il n'y a que deux partenaires, chacun reste sur ses compétences et ne s'occupe pas trop de ce que fait l'autre. Une tripartite pourrait amener une politique plus progressiste. C'est en tout cas ce qu'on en déduit lorsqu'on compare la politique du gouvernement bruxellois et celle de son homologue wallon.

AVIS DE RECHERCHE
Cherchons familles d'accueil pour vacances d'enfants venant de Roumanie
Dans le cadre de « OPERATION VILLAGES ROUMAINS », notre ASBL s'occupe du village de Dragomiresti, dans la province de MARAMURES, tout au nord du pays, et région la plus défavorisée de Roumanie. Parmi nos activités, une nous tient particulièrement à cœur. Chaque année depuis 20 ans, nous faisons venir des enfants de DRAGOMIRESTI pour un séjour de 2 semaines. Seuls, nous ne pouvons rien, donc COWEZ, nous avons besoin de bonnes volontés pour réaliser nos objectifs. Offrez donc à ces jeunes l'occasion de découvrir la réalité de la vie en Belgique et non comme ils pourraient l'imaginer. Nous recherchons des familles désireuses d'accueillir un enfant de Dragomiresti, fille ou garçon, de 8 à 18 ans du 31/07/03 au 15/08/03. Activités ou excursions prévues en fonction du nombre d'enfants. D'avance un grand merci.
RENSEIGNEMENTS : COWEZ Irène 071/84.26.66.

BENSON SHOES
GoodYear welted SHOES
EMBAUCHOIRS OFFERTS
du 15 avril au 19 mai à l'achat d'une paire de chaussures cousues "goodyear"
Oxford en veau pleine fleur 219€
INELLES
Galerie Louise, 126 (entrée place Stéphanie)
BRUXELLES
Rue de Namur, 97 (porte de Namur)
WATERLOO
Passage Wellington, 37 (quai du Cinéma)
02 502 69 89
www.benson-shoes.be

"Le gouvernement wallon a mal travaillé en matière de logement et d'énergie"

Thierry Jacques préside le Mouvement ouvrier chrétien. Pour lui, la crise est celle du capitalisme financier. Il estime qu'il faut rendre la fiscalité plus juste. Il appuie à nouveau la constitution de majorités PS-CDH-Ecolo, jugées préférables au tandem PS-CDH qui avait vu le jour en Wallonie.

ENTRETIEN
VINCENT ROCOUR

Le Mouvement ouvrier chrétien a tenu, ces 16 et 17 avril, sa traditionnelle semaine sociale. L'occasion pour les militants du syndicat (OSC), de la mutuelle (Mutualité chrétienne) et des différents mouvements d'éducation permanente (Vie féminine, Equipes populaires et Jeunesse ouvrière chrétienne) qui composent le MOC de se retrouver dans une ambiance mi-festive mi-studieuse autour d'un thème de réflexion. Un thème qui s'est imposé presque de lui-même cette année: "Crises et sortie de crises". Entretien avec Thierry Jacques, président du MOC. Où l'on évoque le modèle de croissance économique, les finances publiques, la fiscalité, les élections du 7 juin, les futures coalitions.

A qui, à quoi attribuez-vous la crise? Et quelles sont les recettes du MOC pour en sortir?
On a le sentiment qu'on n'est pas dans une crise, mais dans une multiplicité de crises. Des crises qui se sont succédées ces dernières années parce qu'elles font partie intégrante du système capitaliste. Des crises qui se sont alimentées s'alimentent l'une l'autre jusqu'à former aujourd'hui une crise systé-

mique, globale, qui touche la planète entière.

Quelles en sont les causes?
C'est d'abord une crise du capitalisme financier. Une crise de nature sociale. Elle s'est nourrie des inégalités de plus en plus fortes qui existent à l'intérieur des pays riches et entre les pays riches et les pays pauvres. Ce n'est pas un hasard si la crise, que l'on attribue aux fameux subprimes, est partie des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Ces deux pays occidentaux sont aussi les pays dans lesquels les inégalités sociales ont été poussées le plus loin.

Le capitalisme financier a besoin de travailleurs mal payés, précarisés, insécurisés. Mais il a aussi besoin de gens qui consomment pour faire tourner la machine. Il est donc indispensable, dans un tel modèle, d'autoriser les gens à s'endetter. Sans cela, le capitalisme financier ne peut pas tourner. Après, il y a eu un effet domino. Toutes les banques ont joué dans ce jeu. Les produits financiers toxiques ont dès lors contaminé toute la planète.

Cette crise est donc sociale. Mais elle est aussi environnementale. Et ça, cela peut être salutaire. J'ai l'impression que depuis le déclenchement de la crise, on a pris plus nettement conscience que l'utilisation sans limite des ressources naturelles de la planète nous conduisait à une impasse.

Ne mélangez-vous pas tout? On ne peut quand même attribuer à l'effondrement des bourses le réchauffement climatique?

Non. Mais le développement durable est devenu une question centrale dans tous les débats portant sur la sortie de crise. Il n'est, par exemple, pas anodin, même si cela peut paraître un gadget, que lors du dernier accord interprofessionnel, les interlocuteurs sociaux ont décidé de mettre en place un système d'éco-chèques, sur le modèle des chèques-repas. Je ne suis pas sûr qu'il y a 2 ans ils seraient arrivés à un accord là-dessus.

A vous entendre, il faudrait presque se réjouir du fait que la crise frappe de plein fouet l'industrie automobile?

Il ne faut pas s'en réjouir pour les travailleurs qui en sont victimes aujourd'hui. Mais cela peut amener à des prises de conscience sur la nécessaire reconversion de notre système économique. Faut-il à tout prix une industrie automobile basée sur une augmentation infinie du nombre de voitures? On doit pouvoir se poser ce genre de questions.

Vous dites qu'il faut une "nécessaire reconversion du système économique". Ne pensez-vous pas qu'après la crise, le monde politique passera à autre chose et que les changements apportés auront été cosmétiques?

LES HOMMES POLITIQUES QUI RACONTENT QUE L'ON PEUT S'EN SORTIR SANS MOBILISER DES MOYENS PUBLICS SONT DES IRRESPONSABLES.

Il y a un grand danger qu'on se contente de relancer la machine économique comme avant. Ce serait une erreur. Car on s'expose à connaître rapidement une nouvelle crise, notamment sur le plan climatique. Attention: je ne dis pas qu'il ne fallait pas soutenir le secteur bancaire et qu'il ne faut pas soutenir la vie économique pour limiter les dégâts des restructurations. Mais cela ne doit pas nous dispenser de prendre dès maintenant des décisions qui sont des orientations d'avenir. Et sur ce plan-là, quand j'entends le monde politique, je suis assez inquiet.

A quoi pensez-vous?

On semble, par exemple, vouloir soutenir de façon non sélective l'achat d'habitations. C'est l'esprit des prêts à taux zéro en Wallonie. Je ne suis pas sûr que ce soit le bon choix. Ne faut-il pas plutôt investir massivement dans l'isolation des maisons? En cette matière, nous sommes au niveau du Portugal et de l'Italie alors que dans ces pays-là, il fait quand même plus chaud que chez nous. C'est la même chose avec les voitures propres. On encourage l'achat de ces voitures propres en Wallonie. C'est très bien. Mais

jusqu'au déclenchement de la crise, on vendait toujours plus de voitures. L'augmentation du parc automobile a largement annulé les économies de CO₂ obtenues grâce aux voitures propres. On n'a donc rien résolu, mais on a dépensé de l'argent public. Voilà ce à quoi il faut réfléchir.

Le MOC est-il partisan d'une grande banque publique?

Ce dont nous sommes convaincus, c'est qu'il faut modifier le fonctionnement du système bancaire. Mais la discussion n'est pas terminée chez nous. Plusieurs formules sont possibles. On peut recréer une banque d'Etat. On peut nationaliser les banques. Ou, pour quoi pas?, on peut imposer aux banques un fonctionnement de type coopératif. On modifierait alors radicalement le système en le ramenant à ce qui était la philosophie de certaines banques en Belgique dans le passé: récolter l'épargne populaire et l'investir dans le développement d'initiatives économiques porteuses d'emplois.

Dans tous les cas, c'est un changement radical...

Il faut. Car on est dans l'impasse. Nous nous rendons compte qu'il ne suffit pas de réguler un peu mieux. Juste avant le déclenchement de la crise, l'OCDE déclarait que le secteur financier belge est "sain, dynamique et stable". On disait que la crise resterait confinée aux Etats-Unis parce qu'aux Etats-Unis, tout est déréglé et qu'en Europe, il ne fallait rien craindre parce que les marchés sont régulés, trop régulés même pour certains dirigeants financiers. On voit ce qu'il en est advenu. Il faut sûrement davantage de régulation. Mais cela ne suffit pas. Le système actuel conduit à une impasse puisque son objectif est de rapporter un maximum de profits à court terme à un nombre limité de personnes. Il doit être changé.

Le gouvernement prend des mesures pour soutenir l'activité économique. Cela coûte. Cher. Le Premier ministre n'a pas fait mystère qu'un nouveau plan d'austérité sera nécessaire. Qu'est-ce que cela vous inspire comme réflexion?

Les hommes politiques qui racontent que l'on peut s'en sortir sans mobiliser des moyens publics sont des irresponsables. Parce qu'il ne sera pas possible de faire face à la crise sans engagement financier de l'Etat. Ceux qui disent cela rêvent en fait de sabrer dans les dépenses sociales et de service public. Nous n'en voulons pas, parce que ceux qui bénéficient de ces dépenses sont les premières victimes de la crise. Et nous n'accepterons que le monde du travail paye deux fois cette crise.

Où trouver ces moyens sans compromettre l'avenir?

La question est là: est-on capable de redévelopper une fiscalité réellement progressive? Franklin Roosevelt, dans son New Deal, avait mis en place une fiscalité prévoyant un taux d'impôt allant jusqu'à 90pc sur les tranches supérieures de revenus. Et cela a duré 30 ans. Aux Etats-Unis que l'on dit tellement à droite. Je ne dis pas qu'il faut aller jusque-là.

Mais chez nous, on a supprimé les tranches supérieures d'impôt. C'est un beau cadeau qui a été fait aux revenus plus élevés. On doit pouvoir envisager une fiscalité juste et équitable sur les revenus du capital. On doit aussi oser poser la question des revenus immobiliers. On n'a plus revu le cadastre immobilier depuis les années 70. Les gens qui ont eu la bonne idée d'acheter quelques appartements à Louvain-la-Neuve à l'époque sont aujourd'hui imposés sur un revenu largement inférieur aux revenus réels qu'ils tirent de la location.

Considérez-vous que l'impôt est moins juste depuis 1999 et la désignation de Didier Reynders (MR) au poste de ministre des Finances?

Clairément. D'abord parce qu'on a supprimé les tranches supérieures. Et puis parce qu'on a multiplié les déductions fiscales. Epargne-pension, titres-services, garde d'enfants jusqu'à 12 ans, etc. C'est fou le nombre de choses qu'on peut déduire fiscalement. C'est une façon de diminuer la progressivité de l'impôt puisque ces dispositions bénéficient surtout à ceux qui ont plus de revenus et donc davantage de possibilités de faire de la déduction fiscale.

On est à moins de deux mois des élections régionales. Plaidiez-vous aussi pour un scrutin fédéral?

Ce n'est pas le moment. Le gouvernement fédéral doit mettre en place ce qu'il faut pour faire face à la crise. Et nous avons la faiblesse de croire qu'Herman Van Rompuy peut faire travailler correctement ce gouvernement. Il a le sens de l'Etat. C'est un homme qui convient dans la situation.

Le SPA plaide lui pour des élections fédérales le 7 juin. Il juge que ce gouvernement est paralysé...

On comprend bien pourquoi le SPA dit cela: il est dans l'opposition. Mais je ne



suis pas sûr que de nouvelles élections permettraient de dégager une majorité qui fonctionnerait mieux que celle qui est en place.

UNE TRIPARTITE POURRAIT AMENER UNE POLITIQUE PLUS PROGRESSISTE. C'EST CE QU'ON EN DÉDUIT LORSQU'ON COMPARE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT BRUXELLOIS ET CELLE DE SON HOMOLOGUE WALLON

Le MOC n'a jamais caché sa préférence pour des gouvernements de type "Olivier" regroupant PS-CDH et Ecolo. Vous les voyez fleurir en Wallonie et en Communauté française à la faveur du scrutin du 7 juin?
On l'espère en tout cas. D'autant que l'expérience nous amène à penser qu'une coalition à trois partis est plus équilibrée qu'une bipartite. Quand vous avez deux partenaires, comme en Wallonie, chacun se replie un peu sur ses compétences.

Concrètement, vous pensez à quoi, à qui?
Nous pensons par exemple qu'en Wallonie, le gouvernement PS-CDH a mal travaillé en matière de logement et d'énergie. Il n'y a pas eu une politique progressiste.

Qu'est-ce que le ministre Antoine (CDH), qui a ces dossiers en charge, aurait ou n'aurait pas dû faire?
La Flandre, que l'on dit pourtant tellement à droite, a instauré la tarification progressive du gaz et de l'électricité. Les premiers kilowattheures sont même gratuits. On aurait pu faire cela en Wallonie. Cela n'a pas été possible. Le MR qui s'y oppose n'est pourtant pas au gouvernement. Pire que cela. La libéralisation de l'énergie telle qu'elle a été gérée en Wallonie a provoqué des hausses de prix et des factures que les gens ne comprennent pas.

Si Ecolo avait été dans le gouvernement wallon, il y aurait eu une tarification progressive du gaz et de l'électricité?

Je ne sais pas. Je constate juste que quand il n'y a que deux partenaires, chacun reste sur ses compétences et ne s'occupe pas trop de ce que fait l'autre. Une tripartite pourrait amener une politique plus progressiste. C'est en tout cas ce qu'on en déduit lorsqu'on compare la politique du gouvernement bruxellois et celle de son homologue wallon.

AVIS DE RECHERCHE
Cherchons familles d'accueil pour vacances d'enfants venant de Roumanie
Dans le cadre de « OPERATION VILLAGES ROUMAINS », notre ASBL s'occupe du village de Dragomiresti, dans la province du MARAMURES, tout au nord du pays, et région la plus défavorisée de Roumanie. Parmi nos activités, une nous tient particulièrement à cœur. Chaque année depuis 20 ans, nous faisons venir des enfants de DRAGOMIRESTI pour un séjour de 2 semaines. Seuls, nous ne pouvons rien, donc CDFD, nous avons besoin de bonnes volontés pour réaliser nos objectifs. Offrez donc à ces jeunes l'occasion de découvrir la réalité de la vie en Belgique et non comme ils pourraient l'imaginer. Nous recherchons des familles désireuses d'accueillir un enfant de Dragomiresti, fille ou garçon, de 8 à 18 ans du 31/07/03 au 15/08/03. Activités ou excursions prévues en fonction du nombre d'enfants. D'avance un grand merci.
RENSEIGNEMENTS : COWEZ Irène 071/84.26.66.

BENSON SHOES
GoodYear welted SHOES
EMBAUCHOIRS OFFERTS
du 15 avril au 19 mai
à l'achat d'une paire de chaussures cousues "goodyear"
Oxford en veau pleine fleur 219€
INELLES
Galerie Louise, 126 (entrée place Stéphanie)
BRUXELLES
Rue de Namur, 97 (porte de Namur)
WATERLOO
Passage Wellington, 37 (guichet Cinéma)
02 502 69 89
www.benson-shoes.be